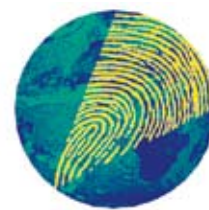


La facture d'eau domestique en 2004 177 euros par personne et par an

le 4 pages | ifen



La consommation domestique d'eau atteint en moyenne 165 litres par habitant et par jour en 2004, pour un prix moyen de 3 euros le m³. Une grande dispersion de résultats existe entre les communes.

Annie Coutellier, Ifen et Françoise Le Jeannic, Scees

La facture d'eau domestique atteint 11 milliards d'euros en 2004. Elle progresse par rapport à 2001 tant en raison de la croissance de la consommation que pour cause de hausse des tarifs et diffère sensiblement d'une région à l'autre. Ramenée à la population, elle s'avère plus élevée dans le Sud et reflète au moins autant des modes de consommation que des tarifs onéreux. Elle intègre également les volumes nécessaires aux flux touristi-

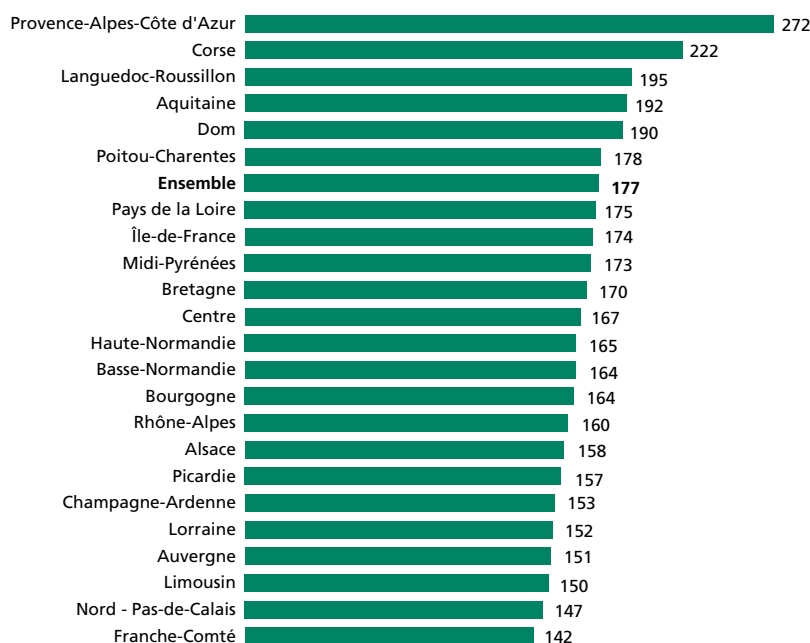
ques. Pour une moyenne nationale de 177 euros par personne en 2004, elle s'élève à 270 euros en Provence-Alpes-Côte d'Azur et 190 euros ou plus dans les Dom, en Aquitaine, en Languedoc-Roussillon et en Corse. À l'autre bout de la hiérarchie, Francomtois et résidents du Nord - Pas-de-Calais, d'Auvergne et du Limousin acquittent de 140 à 150 euros par personne en 2004.

165 litres par personne et par jour

La consommation domestique 2004 d'eau potable atteint en moyenne 165 litres par habitant et par jour. Les Méridionaux ainsi que les habitants des départements d'outre-mer sont les plus gros utilisateurs à l'opposé des Nordistes, des Bretons et des Normands. Le climat, le développement de l'habitat individuel, des piscines et jardins, les revenus des ménages ou l'âge des occupants, l'augmentation du nombre de ménages conditionnent les consommations d'eau. Le tourisme est un autre facteur explicatif des consommations par habitant calculées ici. Dans les régions les plus visitées, le ratio est en effet surévalué, la consommation facturée étant rapportée à la seule population résidente. De 2001 à 2004, les volumes facturés au tarif domestique augmentent annuellement de l'ordre de 1 %.

De grands écarts selon les régions

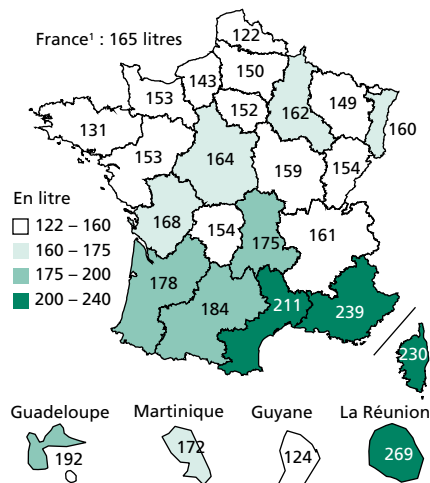
Les dépenses pour les abonnés domestiques (toutes communes) en 2004 (euro)



Source : Ifen-Scees, Enquête Eau 2004 - Insee, Recensement 2004 de la population.

De forts volumes dans le Sud

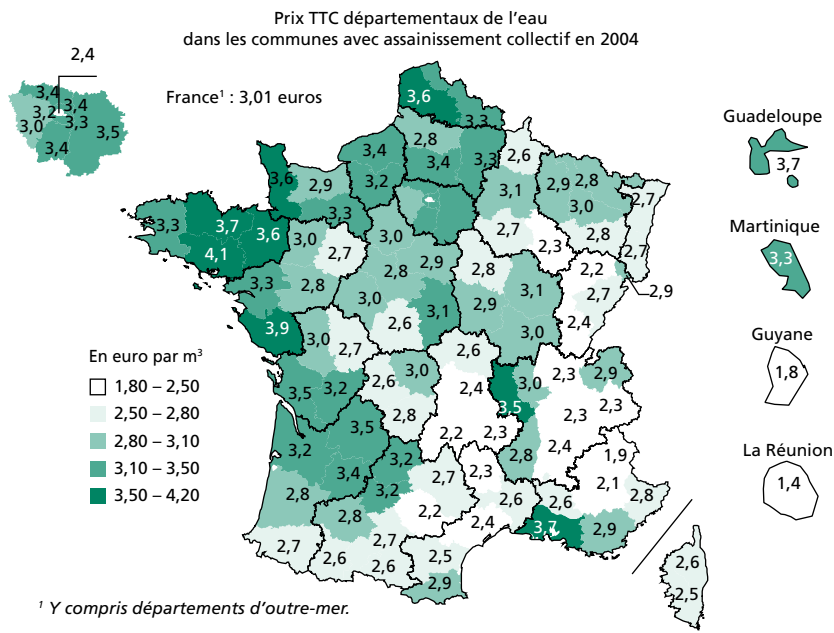
Consommations régionales d'eau par habitant et par jour (toutes communes) en 2004



¹ Y compris départements d'outre-mer.

Source : Ifen-Scees, Enquête Eau 2004 - Insee, Recensement 2004 de la population.

Des prix variant du simple au double en Métropole



Source : Ifen-Scees, Enquête Eau 2004.

3 euros en moyenne le m³

Le tarif moyen du m³ d'eau, Métropole et départements d'outre-mer, s'élève en 2004 à 3,01 euros dans les communes dotées d'un assainissement collectif. La partie relative à l'eau potable, taxes et redevances comprises, est tarifée 1,46 euro contre 1,55 pour l'assainissement. De 2001 à 2004, le tarif moyen augmente de 2,4 % annuellement, un peu plus vite pour l'assainissement que pour l'eau potable. Ces évolutions tarifaires sont plus fortes que celle de l'évolution générale des prix sur la période (2,0 % par an). Les augmentations de tarifs peuvent être effectuées à services inchangés. Elles peuvent aussi refléter des améliorations portant notamment sur la desserte, la surveillance, l'état de la ressource ou encore la dépollution des eaux usées. En 2004, l'échelle départementale des tarifs va de un à deux pour la Métropole. Les plus élevés sont pour l'essentiel acquittés en Bretagne, dans une partie du Grand Ouest et dans le Nord - Pas-de-Calais. Les plus bas sont pratiqués dans un grand quart sud-est. Le m³ est ainsi facturé plus de 4 euros dans le Morbihan. Il vaut de 3,60 à 3,90 euros en Ille-et-Vilaine, dans la Manche, le Pas-de-Calais, les Bouches-du-Rhône, les Côtes-d'Armor, la Guadeloupe et la Loire. Le m³ vaut à l'inverse moins de 2,50 euros dans la plupart des départements auver-

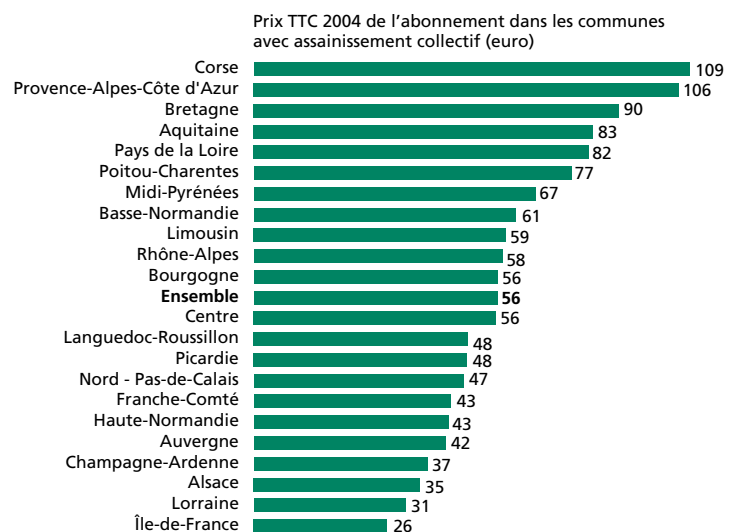
gnats et rhône-alpins. Les disparités sont du même ordre de grandeur pour la seule partie assainissement. Le traitement des eaux usées coûte au moins deux euros le m³ dans le Pas-de-Calais, l'Aisne, la Seine-et-Marne ou encore la Charente-Maritime. Il vaut à peine plus d'un euro dans certains départements du Massif central. La dispersion tarifaire est bien plus forte entre communes. Dix pour cent facturent le m³ d'eau moins de 1,30 euro, et autant le font payer plus de 4,02 euros. Le prix

médian est de 2,99 euros le m³ : la moitié de la population paie moins, la moitié paie davantage.

Le poids de l'abonnement parfois élevé

L'abonnement qui donne droit à l'eau courante et à l'assainissement varie fortement selon les communes. Encore appelé partie fixe de la facture d'eau, il tient compte des charges d'accès à l'eau potable dans la commune. L'abonnement atteint en moyenne 56 euros en 2004. Les plus chers, plus de 80 euros, sont payés en Corse, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Bretagne, Aquitaine et dans les Pays de la Loire. Les plus avantageux sont acquittés en Île-de-France et en Lorraine. En moyenne nationale, l'abonnement augmente de 2 % par an de 2001 à 2004, à un rythme légèrement plus faible que le prix du m³. L'abonnement, destiné à couvrir les frais de gestion des installations, peut avoir un montant et un poids dans la facture plus ou moins fort par rapport au prix du m³ hors redevances. Il sera perçu d'autant plus important que la consommation sera faible. Dans 3 300 communes, l'abonnement dépasse le prix d'une consommation de 120 m³, soit la consommation annuelle moyenne de deux personnes. Certaines communes ont même opté pour une tarification entièrement forfaitaire. Ce faisant, elles n'incitent pas à économiser l'eau. Souvent de petites tailles et touris-

Plus de 100 euros d'abonnement en Corse et en Provence



Source : Ifen-Scees, Enquête Eau 2004 - Insee, Recensement 2004 de la population.

L'eau souterraine moins onéreuse que l'eau de surface

Prix TTC 2004 de l'eau potable (euro par m³) selon l'origine et le traitement dans l'ensemble des communes

	Traitements					Ensemble
	Sans désinfection	Simple désinfection	Normal, physique chimique et désinfection ¹	Complet, physique, chimique poussé affinage ² et désinfection ³	Mixtes ⁴	
Origine souterraine	1,00	1,36	1,51	1,55	1,29	1,37
Origine superficielle	–	1,00	2,12	1,59	1,70	1,75
Origine mixte ou mélangée ou non répertoriée	–	1,38	1,66	1,55	1,40	1,46
Ensemble	1,00	1,36	1,81	1,57	1,38	1,46

1 Par exemple : perchloration, coagulation, décantation, filtration et chloration finale.

2 Charbon actif.

3 Ozone, chloration finale.

4 Plusieurs unités de distribution avec des traitements différents alimentent la commune.

Source : Ifen-Scees, Enquête Eau 2004 - ministère de la Santé, Ddass, SISE-eaux.

tiques, elles ne représentent toutefois que 3 % de la population. Dans 3 400 communes, l'abonnement représente moins de 10 m³ d'eau hors redevances. D'une taille plus importante, 9 % ont plus de 10 000 habitants, ces communes représentent un quart de la population.

La ressource influe sur le prix facturé

La proximité de la ressource, sa qualité, ainsi que la densité de population à desservir sont autant de facteurs explicatifs des tarifs. Les eaux superficielles, plus faciles d'accès, mais aussi plus polluées que les eaux souterraines, font l'objet en général de traitements plus complexes et plus coûteux. Tarifées en moyenne 1,75 euro le m³ d'eau potable en 2004, elles concernent 20 % des Français. Les Bretons, les habitants des Pays de la Loire, de Midi-Pyrénées et ceux résidant à proximité du littoral provençal reçoivent en grande partie des eaux de surface.

La facture d'eau

Les factures d'eau comportent trois grands éléments : la distribution de l'eau, la collecte et le traitement des eaux usées, les taxes et redevances.

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 pose le principe selon lequel la facture d'eau comprend un montant calculé en fonction du volume consommé par l'abonné et peut, en outre, comprendre un montant fixe qui tient compte des charges du service et des caractéristiques du branchement. À titre exceptionnel, la facturation forfaitaire, totalement indépendante du volume consommé, peut être utilisée dans deux cas particuliers : « lorsque la ressource en eau est naturellement abondante et si le nombre d'usagers raccordés est suffisamment faible, ou lorsque la commune connaît habituellement de fortes variations de sa population ». La facture demeure alors inchangée que la consommation soit nulle ou forte.

Plus de complexité en intercommunalité

Les tarifs du service public de l'eau diffèrent selon les modes d'organisation et de gestion. Le m³ est payé en moyenne 2,59 euros en 2004 dans une organisation strictement communale offrant un traitement des eaux usées. Il coûte 3,19 euros dans une organisation intercommunale qui développe en général des technologies plus complexes. Ce type d'organisation, qui permet plus facilement la mise aux normes, tend à se développer. Les tarifs des régies sont inférieurs à ceux du privé et l'écart atteint en moyenne 75 centimes d'euro par m³ en 2004, en organisation

Le coût du contrôle des installations individuelles de retraitement des eaux usées

En l'absence d'assainissement collectif des eaux usées, les communes doivent assurer le contrôle des nouveaux dispositifs individuels de retraitement des eaux. Elles doivent aussi établir l'inventaire et le diagnostic des systèmes existants. Les communes ont la possibilité de facturer ces prestations. En 2004, elles sont 16 100 à contrôler les nouveaux dispositifs et 9 600 à inventorier et diagnostiquer les anciens. Environ 3 900 facturent ces opérations, pour un coût moyen de 115 euros dans le cas d'une nouvelle installation et de 34 euros pour une ancienne. Les communes peuvent en outre assurer l'entretien. Quand il est proposé, ce service est en moyenne tarifé 95 euros.

Des prix plus élevés en intercommunalité et en délégation

Prix 2004 de l'eau en euro par m³ selon l'organisation et la gestion des services dans les communes avec assainissement collectif

	Organisation			Ensemble
	Communale	Intercommunale	Mixte ¹	
Gestion en régie	2,19	2,85	2,48	2,54
Gestion en délégation	2,93	3,44	3,25	3,28
Gestion mixte ¹	2,60	3,04	2,97	2,97
Ensemble	2,59	3,19	2,99	3,01

1 Avec une gestion ou une organisation différente pour l'eau potable et l'assainissement.

Source : Ifen-Scees, Enquête Eau 2004 - Insee, Recensement 1999 de la population.

communale ou intercommunale. Selon une étude de l'Inra menée sur les données des communes de moins de 10 000 habitants issues d'une précédente enquête, ces écarts de prix entre régies et secteur privé s'expliquent en partie par les conditions d'exploitation en moyenne plus difficiles supportées par les opérateurs privés. Autrement dit, les communes auraient d'autant plus tendance à déléguer la gestion de leur service de production et de distribution d'eau que les conditions techniques d'exploitation en seraient plus délicates : nombre d'interconnexions élevé, densité du réseau, origine de l'eau ou mise en œuvre de traitements élaborés. ●

Le tarif progressif incite à surveiller sa consommation d'eau

La facture d'eau comprend des frais fixes et une partie variable calculée en fonction du volume consommé. Le tarif du m³ peut être constant quel que soit le volume consommé jusqu'à 120 m³, mais il peut aussi croître selon des tranches de consommation (tarif progressif) ou, à l'inverse, être dégressif. Le tarif progressif garantit un droit à l'eau et incite à surveiller sa consommation tandis que le tarif dégressif favorise les gros consommateurs.

En 2004, pour l'eau potable, le tarif appliqué est constant dans 68 % des communes. Le tarif progressif, que l'on trouve dans 6 % des communes, est davantage le fait des communes touristiques.

Pour la partie assainissement, le tarif constant est plus fréquent que pour l'eau potable (88 %). Les tarifs dégressif et progressif se répartissent respectivement 5 et 4 % des communes. Ils sont, l'un et l'autre, plus fréquents dans les communes touristiques.

Méthodologie

L'enquête 2004 sur l'eau et l'assainissement a été réalisée par l'Institut français de l'environnement (Ifen) et le Service central des enquêtes et études statistiques (Scees) du ministère de l'Agriculture et de la Pêche en partenariat avec la direction de l'Eau du ministère de l'Écologie et du Développement durable. Elle fait suite aux enquêtes qui portaient sur les années 1998 et 2001. Elle étudie le service public de l'eau sous divers aspects : les prix pratiqués, l'existence des services, les équipements, les volumes, l'organisation et la gestion du service public.

L'enquête a été réalisée par sondage auprès des communes par les services départementaux de la statistique agricole. L'échantillon est stratifié par département et taille de communes. Les taux de sondage vont de l'exhaustivité pour les communes de plus de 10 000 habitants au 1/20 pour celles de moins de 400 habitants. Elle assure une bonne représentativité des résultats régionaux et de presque tous les résultats départementaux. Les données publiées sont toujours extrapolées de façon à se référer aux 36 600 communes de France, Dom compris.

L'enquête est complétée par des données de la direction générale de la Santé sur les unités de distribution de l'eau, les traitements pour la rendre potable ou encore les captages. Elle comprend aussi des données des Agences de l'eau et des services d'assistance technique aux exploitants des stations d'épuration. Elle intègre également des informations extraites des bases de données « Gestion des services publics » des services départementaux du ministère de l'Agriculture. Les calculs de consommation par habitant s'appuient sur les données 2004 du recensement de la population de l'Insee. Les prix moyens départementaux sont calculés en pondérant les prix communaux par les populations du recensement 1999 de la population.

Pour en savoir plus

• Ifen, 2006. *L'assainissement en France en 1998 et 2001*. Orléans, Ifen, 27 p. (coll. *Les dossiers de l'Ifen*, n° 3). Dossier et tableaux uniquement téléchargeables sur le site de l'Ifen.

• Ifen, 2005. *La gestion de l'eau potable en France en 2001*. Orléans, Ifen, 22 p. + cédérom avec résultats détaillés (coll. *Études et travaux*, n° 44).

• Ifen, 2004. « L'épuration des eaux usées urbaines », *Les données de l'environnement*, n° 98, décembre 2004, 4 p.

• Ifen, 2004. « Les progrès de la collecte des eaux usées et pluviales », *Les données de l'environnement*, n° 93, août 2004, 4 p.

• Ifen – Scees, 2004. « De l'eau à tous prix », *Agreste-Primeur*, n° 140, février 2004 et *Les données de l'environnement*, n° 90, février 2004, 4 p.

• Inra, 2004. « Une mesure de la délégation sur le prix de l'eau potable en France », *Inra sciences sociales*, n° 2, juillet 2004, 4 p. et n° 98, décembre 2004.

• Scees, 2004. « 5,8 milliards de m³ d'eau potable mis en distribution », *Agreste-Primeur*, n° 145, juillet 2004, 4 p.

Sites Internet

• Service central des enquêtes et études statistiques (Scees) :

<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr>

• Institut français de l'environnement (Ifen) : <http://www.ifen.fr>

Cet article est également publié par le Scees dans la collection Agreste-Primeur (n° 193, mars 2007)



The household water bill in 2004 €177 per person per year

Daily per capita consumption of water for domestic use was 165 litres in 2004.

The average price was €3/m³, with wide variations between municipalities. ●

le 4 pages | Ifen La lettre thématique mensuelle de l'Institut français de l'environnement – Abonnement : 8 numéros, 16 €

5, route d'Olivet – BP 16105
45061 Orléans Cedex 2
Tél : 02 38 79 78 78 – Fax : 02 38 79 78 70
E-mail : ifen@ifen.ecologie.gouv.fr



Retrouvez toutes nos publications sur le site : <http://www.ifen.fr>

Directeur de la publication : Bruno Trégouët
Rédacteur en chef : Françoise Nirascou
Coordination éditoriale : Sophie Margontier
Auteurs : Annie Coutellier, Ifen et Françoise Le Jeannic, Scees
Traducteur : Geoffrey Bird
Conception et réalisation : Chromatiques Editing

Impression :
Imprimerie Nouvelle,
certifiée Imprim'vert
Imprimé sur du papier blanchi
sans chlore, certifié PEFC
Dépôt légal : ISSN 1777-1838

